

# Crise à Madagascar : un président fragilisé, une opposition radicalisée

Jeune Afrique – Olivier Caslin - 16/05/18



Alors que l'opposition continue de manifester quasi-quotidiennement sur la place du 13-Mai, à Antananarivo, réclamant le départ du président Hery Rajaonarimampianina, ce dernier se trouve dans une « position intenable », selon un diplomate. Décryptage d'un cocktail explosif qui fait craindre le pire pour les semaines à venir.

Le scrutin n'est pas attendu avant fin novembre, mais la campagne présidentielle a déjà démarré. Et de la pire des manières, puisque deux personnes ont été tuées [lors des manifestations organisées à Antananarivo, le 21 avril, par les députés de l'opposition](#).

En [faisant promulguer – au forceps – de nouvelles lois électorales](#) en vue d'un scrutin auquel il n'a toujours pas officialisé sa participation, le président Hery Rajaonarimampianina a mis le feu aux poudres et fait descendre dans la rue une partie de la population malgache, déjà lassée par la corruption de ses élites.

---

>>> A LIRE – [Crise à Madagascar : l'armée se pose en garante des institutions](#)

---

## Risque d'escalade

Les forces de l'ordre, accusées d'avoir fait couler le sang, se posent désormais en garantes des institutions. Mais tous les ingrédients sont réunis pour rendre le cocktail encore plus explosif dans les semaines à venir.

« Sa position est intenable », estime un diplomate. « Héry » multiplie les maladresses, alors que [les affaires de corruption qui ont touché certains de ses proches](#) ou des membres du gouvernement jettent un voile sur un bilan économique pourtant honorable, selon le FMI.

Accusé de dérive autoritaire par l'opposition, lui estime avoir été victime d'une tentative de coup d'État, le 21 avril. Le rejet de « ses lois » électorales par la Haute Cour constitutionnelle (HCC), le 3 mai, risque de l'isoler encore un peu plus.



Les deux ex-présidents Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina profitent des événements pour revenir sur le devant de la scène

Depuis le 21 avril, l'opposition défile chaque jour dans la capitale. Après avoir déposé une demande de déchéance du président – qu'elle considère comme un préalable à toute négociation – devant la HCC fin avril, elle a tenté de « démobiliser » les fonctionnaires pour mettre le pays à l'arrêt. Sans grand succès jusqu'à présent.

Les deux ex-présidents Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina profitent des événements pour revenir sur le devant de la scène. Les anciens ennemis semblent prêts à s'entendre pour faire tomber leur successeur. Peut-être même avant les élections.

### **Des forces de l'ordre sur la brèche**

« Nous interpellons les chefs de parti pour qu'ils trouvent une solution aux tensions, et ce dans les plus brefs délais. » Par la voix du ministre de la Défense, Béni Xavier Rasolofonirina, les forces de l'ordre ont appelé les politiques à prendre leurs responsabilités.

Bien décidée « à ne pas voir Madagascar devenir un champ de bataille », l'armée pourrait prendre les siennes si la situation dégénérerait.

La secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a été la première à débarquer sur l'île, le 29 avril, pour soutenir son ami « Héry ». L'émissaire de l'ONU, le Sénégalais Abdoulaye Bathily, et celui de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Mozambicain Joaquim Chissano, déjà médiateur lors de la crise malgache entre 2009 et 2013, devaient s'y rendre quelques jours après.

Si officiellement la France, les États-Unis, l'UE et l'UA se contentent d'appeler au respect de la Constitution, ils multiplient en sous-main les concertations. Washington souhaiterait organiser rapidement, à Maurice, une rencontre entre le chef de l'État et Marc Ravalomanana, son champion.

### **À lire aussi**

- [Crise à Madagascar : la Ceni propose des élections anticipées](#)
- [Madagascar : face à la contestation de l'opposition, le président exclut de démissionner](#)